

Initiatives ministérielles

Il faut se rendre compte que l'application par le MPO de la réglementation concernant l'habitat a battu tous les records en matière d'incohérence.

Il semblerait qu'Alcan et d'autres sociétés jouissent de l'immunité et que nous nous limitons à poursuivre les petites gens.

Madame la Présidente, on se rend compte que le responsable d'un déversement mineur dans le fleuve Fraser aura le gouvernement à ses trousses tandis qu'Alcan pourra abaisser de trois pieds le niveau de ce fleuve sans pour autant être tenue d'effectuer une étude des incidences environnementales. On commence à comprendre l'insatisfaction des employés du ministère des Pêches et des Océans.

Le gouvernement a présenté son Plan vert tant attendu. On nous a dit que le fleuve Fraser figurerait au nombre des priorités du Plan vert.

Nous avons pris connaissance de ce plan. Il y est question du fleuve Fraser en termes vagues et généraux qui occupent seulement les trois quarts d'une page. On promet de faire quelque chose à ce sujet en 1992.

Voilà qui contraste nettement avec le rapport rendu public le 30 novembre dernier par le caucus du NPD, sous la présidence du député d'Okanagan—Shuswap; ce rapport de 50 pages explique en effet quelles mesures doivent être prises immédiatement, ainsi que la ligne de conduite à suivre à l'égard du fleuve Fraser.

Il y a lieu de s'interroger sur la détermination du gouvernement, lorsque, sur les trois quarts d'une page, il traite de généralités et de platitudes comme l'accroissement des mesures de surveillance, d'observation et d'application.

• (1610)

Le gouvernement ne dit même pas quand, où et comment. Il dit seulement que, d'ici 1992, on établira des mécanismes de coordination.

Dans le rapport du groupe de travail du NPD sur le fleuve Fraser, on donnait certains détails sur la façon de faire les choses. Nous avons parlé d'un mécanisme de gestion intégrée, car c'est ce qu'il faut établir entre les organismes provinciaux, fédéraux et municipaux.

M. Reid: Combien cela coûtera-t-il?

M. Karpoff: Cela m'importe peu. Ce sera sacrément moins coûteux que la perte de l'industrie de la pêche au saumon.

Des voix: Bravo!

M. Karpoff: C'est une des choses que vous, en face, feriez mieux de comprendre. On ne parle pas simplement du coût du maintien. . .

Une voix: Dites au conservateur de se taire.

M. Karpoff: Alors, on dépense un milliard de dollars pour sauver une industrie qui revêt une importance cruciale pour notre pays.

Une voix: Je n'y vois pas d'inconvénients. Et vous?

M. Karpoff: Non. Un des autres points dont on a parlé dans le rapport du Nouveau Parti démocratique, c'est la nécessité de créer une administration régionale de gestion des eaux. Il y a un certain nombre de bassins le long du fleuve Fraser. On ne peut pas parler de ce fleuve comme s'il s'agissait seulement du bas estuaire. On doit tenir compte d'un certain nombre d'autres bassins secondaires le long de ce fleuve. Il faut avoir pour chacun d'eux un service de gestion des eaux qui possède un plan coordonné.

Une voix: Comment comptez-vous vous y prendre?

M. Karpoff: En luttant contre la pollution. Ce rapport explique en détail comment il faut réduire systématiquement la pollution. On ne saurait se contenter d'une simple déclaration de trois quarts de page qui ne présente rien de substantiel, qui ne donne aucune idée claire sur ce qui se passe et qui laisse les gens de la Colombie-Britannique sous l'impression que le gouvernement ne s'engage à rien.

On aborde aussi d'autres questions, notamment les rejets industriels. C'est un problème grave. Et un problème qui va effectivement nous coûter cher. Il va coûter cher, et peut-être pas uniquement au Trésor public probablement, mais également aux industries. Les industries qui font des bénéfices devront respecter les normes de pollution. Il faudra prendre des mesures pour qu'elles s'exécutent.

Le Plan vert part du principe qu'elles s'exécuteront et que tous les intéressés collaboreront. Or, les entreprises n'ont pas cessé de considérer les amendes simplement comme un permis de polluer en Colombie-Britannique. Elles ne demandent pas mieux que de payer ces amendes car elles savent bien que cela leur coûte moins cher que d'installer du matériel anti-pollution.

Une voix: Les affaires continuent comme d'habitude.

M. Karpoff: Le traitement des eaux d'égout. À maintes reprises, la Fédération des municipalités a demandé au gouvernement conservateur de libérer des fonds pour la mise en place des infrastructures municipales dont les système de traitement des eaux d'égout. Beaucoup de municipalités n'ont tout simplement pas les ressources financières leur permettant de se doter de système respectant les normes nécessaires pour sauver le fleuve Fraser.

L'amélioration de l'habitat. J'ai relevé une jolie déclaration du ministre des Pêches et des Océans dans le Plan vert. Il ne dit pas quand il annoncera un plan d'accroissement des populations de poisson dans le fleuve. Il déclara-